

# Paul Lafargue

## Le socialisme et le parlementarisme

Paul Lafargue est né en 1842, à Santiago de Cuba. Il vient vivre en France avec sa famille et y étudie la médecine. Proche des idées de Proudhon au départ, il fait la connaissance de Marx et Engels au sein de la Première internationale. En 1868 il épouse Laura Marx, la deuxième fille de Marx et entame une longue carrière politique. Condamné à la prison à deux reprises, il milite au sein du Parti ouvrier de Guesde, puis de la SFIO. Lafargue combat le millerandisme (la participation à un gouvernement bourgeois). On connaît généralement Lafargue pour des détails biographiques n'ayant pas grand rapport avec ses capacités de réflexion : il était métis, fut le gendre de l'auteur du *Capital* et s'est suicidé à 70 ans avec sa femme. Avec un peu de chance, on sait qu'il a commis un pamphlet au titre très accrocheur *Le droit à la paresse* — et pour cela souvent réédité. Mais on sait moins qu'il était un athée militant et a laissé derrière lui quelques écrits théoriques intéressants. (Y.C.)

Le parlementarisme est la forme gouvernementale que revêt la dictature sociale de la classe capitaliste, et le libéralisme est le masque qui cache cette brutale domination. Tout est libre dans la société capitaliste, depuis les contrats de travail entre patrons et salariés, jusqu'à la formation des ministères qui gouvernent la nation ; et partout la liberté n'est qu'un trompe-l'œil. Les ministres sont aussi soumis à la volonté des capitalistes, représentés par la majorité parlementaire, que les salariés aux employeurs. La bourgeoisie ne tolère que les gouvernements qui servent ses intérêts ; elle a renversé successivement, en 1830 et en 1848, les monarchies constitutionnelles de Charles X et de Louis Philippe, et, en 1870, l'empire plébiscitaire de Napoléon III, qui avaient cessé de répondre à ce qu'elle attendait d'eux.

La bourgeoisie, sous la monarchie, l'Empire et la République, a monopolisé le pouvoir : jusqu'en 1848, elle en écartait cyniquement le prolétariat par le suffrage restreint ; même pendant sa grande Révolution, toutes les assemblées parlementaires étaient élues au suffrage restreint ; aussi, elles n'étaient composées que d'avocats, de médecins, d'industriels, de commerçants et de propriétaires fonciers qui ne légiféraient que dans l'intérêt exclusif de la classe possédante.

Le suffrage universel, accordé par surprise le lendemain de 1845, épouvanta Thiers et les politiciens.

Ils essayèrent de le mutiler. Louis Bonaparte pour courtiser le peuple que les républicains avaient massacré aux journées de Juin, prit sa défense. Les bourgeois, revenus de leurs craintes, s'aperçurent que le suffrage universel, loin de nuire à leur domination de classe, servait au contraire à le masquer, en lui enlevant le caractère brutal qu'elle avait avec le suffrage restreint. Les assemblées parlementaires, élues par le suffrage universel, continuèrent à être composées de députés dévoués à leurs intérêts comme du temps que le corps électoral ne comptait que 200 000 votants. Ce n'est que dans ces dernières années, après que les socialistes eurent enseigné aux prolétaires le maniement du suffrage universel, que des représentants de la classe ouvrière ont pu pénétrer dans les parlements, dont l'immense majorité est demeurée la servante de la classe capitaliste. C'est cette majorité qui choisit et soutient les ministres, qui vote les lois et les budgets, qui répartit les impôts, qui met au pillage le Trésor pour subventionner les entreprises bourgeoises, qui lance la France dans des expéditions coloniales, pour développer l'industrie et le commerce capitalistes, et qui emploie les forces répressives (armée, magistrature et police) pour courber la classe ouvrière sous le joug économique et politique du capital.

Même les réformes qui avantagent les salariés ne sont réalisées par la majorité parlementaire que lorsqu'elles ne nuisent pas à l'exploitation capitaliste, ou lorsqu'elles lui servent.

Par exemple, les lois limitant le travail des enfants n'ont été votées que sur les réclamations des Dollfus et des fabricants de l'Alsace, qui constataient que la féroce exploitation de l'enfance ne livrait aux industriels que des adultes ruinés de santé et incapables de travail. La sollicitude que les parlements de toutes les nations à civilisation industrielle témoignent pour l'éducation populaire n'a pour unique mobile que le besoin qu'ont les capitalistes d'ouvriers instruits pour diriger leurs ateliers, conduire leurs machines délicates et abaisser le prix des salariés intellectuels. Les capitalistes, quoique unis en une classe par des intérêts communs, sont cependant divisés en sous-classes, en catégories (financiers, grands et petits propriétaires fonciers, grands et petits industriels, etc.) dont les intérêts sont opposés : les députés, d'après la catégorie capitaliste à laquelle ils sont inféodés, se groupent en partis parlementaires, et c'est sous la forme de luttes politiques que s'entrechoquent dans le Parlement les intérêts opposés des différentes catégories capitalistes. Mais, si un parti parlementaire au pouvoir sert plus spécialement

les intérêts du groupe capitaliste qu'il représente, il ne néglige pas pour cela les intérêts qui sont communs à tous les capitalistes. Depuis la fondation de la Troisième République, les monarchistes, les modérés, les opportunistes et les radicaux se sont succédés au pouvoir, favorisant les intérêts de telle ou telle catégorie capitaliste ; mais tous, sans hésitation, ont mis les forces répressives de l'État au service du Capital contre le Travail ; tous ont lancé les policiers, les soldats et les magistrats contre les grévistes, sous le fallacieux prétexte de protéger la liberté du travail.

Dans tout gouvernement parlementaire, que le chef de l'Etat soit armé du droit de veto, comme le président des Etats-Unis, ou qu'il soit un personnage décoratif, roi ou président, comme en Belgique, en Angleterre et en France, c'est la classe capitaliste qui gouverne : les ministres sont des commis qui, sous le contrôle des députés et des sénateurs, sont uniquement occupés à servir ses intérêts.

Le Parti socialiste n'est pas et ne peut devenir un parti parlementaire, puisque le parlementarisme est la forme gouvernementale spécifique de la classe capitaliste. Mais, bien qu'il ait pour mission d'abolir le parlementarisme, il est cependant forcé de se servir des moyens qu'il lui offre pour s'organiser et battre en brèche la puissance politique du capital : c'est ainsi que, destiné à supprimer la guerre, il sera cependant obligé d'employer les canons et les fusils pour accomplir la révolution sociale.

Le Parti socialiste, quoi que n'étant pas un parti parlementaire, a donc été amené, par la force des circonstances, à avoir une action parlementaire qui s'exerce au-dehors du Parlement et dans le Parlement.

Il a dû prendre part aux élections, qui sont les périodes gestatrices des parlements, parce qu'elles sont des plus propices à la propagande. Le socialiste rencontre alors devant lui un auditoire et des contradicteurs nouveaux : il a parfois la chance d'engager la discussion avec des chefs bourgeois qui, en temps ordinaire, le fuient comme la peste, et de les battre devant des personnes à qui la presse bien pensante représente le socialiste comme un imbécile ou un criminel.

Les élections sont la lutte légale ; le Parti socialiste s'en sert pour commencer, même en pleine période capitaliste, l'expropriation politique de la classe bourgeoise. Elles lui fournissent une excellente occasion de mobiliser ses hommes et de leur faire donner la mesure de leur intelligence, énergie et dévouement.

Il n'existe pas en France un autre parti qui possède ces qualités au même degré : le nombre des propagandistes qui se produisent dans les périodes électorales, l'énergie qu'ils dépensent à soutenir le candidat socialiste et les sacrifices qu'ils s'imposent pour le faire triompher est incroyable. J'ai pris part à bien des luttes électorales dans des régions différentes, et toujours j'ai rencontré le même entrain.

Aussi, le parti socialiste est le seul parti qui ne craint pas les défaites, il les courtise même, car, vaincu ou victorieux, il sort de toute période électorale plus riche en hommes et mieux organisé.

L'action électorale du Parti socialiste, même lorsqu'elle aboutit à des défaites, exerce sur la politique parlementaire une influence qui croîtra à mesure qu'elle se généralisera ; car si la crainte de Dieu, au dire des calotins, est le commencement de la sagesse, la crainte des électeurs martèle dans la tête des députés quelques notions de socialisme et les forcera à réaliser les réformes ouvrières possibles dans le milieu capitaliste.

Le Parlement est un admirable champ de bataille pour le Parti socialiste ; jamais il ne sort battu d'aucun des engagements qu'il livre aux représentants de la classe ennemie. Toutes les réformes que ses élus présentent aux votes de la Chambre sont des victoires : si la proposition est adoptée, autant de pris sur l'ennemi, si elle est repoussée, elle dessille les yeux des travailleurs qui acceptent aveuglément la direction politique des bourgeois, elle leur apprend à donner le pas à leurs intérêts de classe sur les querelles politiques avec lesquelles les radicaux les amusent.

Le Parlement met à la disposition du député socialiste une tribune du haut de laquelle il peut parler au pays. Le magnifique discours de Guesde sur le collectivisme n'était pas nouveau pour les socialistes ; depuis des années il semait dans les villes et les campagnes les principes collectivistes ; mais le Parlement lui fournit l'occasion rare de les classer et de les condenser pour terrasser les doctrines du capitalisme ; sa parole qui, jusqu'alors, n'était entendue que par les centaines et les milliers d'auditeurs des réunions publiques, fit vibrer des millions de cerveaux dans toute la France.

Les députés socialistes peuvent se servir des luttes qui mettent aux prises les partis politiques du parlement ; ils peuvent en jetant le poids de leurs votes dans un plateau de la balance, renverser ou consolider un ministère.

Les élections de 1893 envoyèrent à la Chambre un nombre suffisant de socialistes pour constituer un groupe capable d'intervenir dans la mêlée parlementaire ; il eut la chance d'avoir deux leaders parlementaires, Jaurès et Millerand, de première force et comme orateurs et comme tacticiens.

Leur entrée en scène, comme leaders du groupe socialiste, fut marquée par d'éclatantes victoires ; au premier engagement ils firent sauter en l'air le ministère du gros Dupuy, que l'on croyait solidement calé ; puis ce fut le tour du ministère Casimir Périer, l'exploiteur d'Anzin, aux cinquante millions, il ne pesa pas lourd dans leurs robustes mains ; quand les républicains bourgeois, épouvantés des progrès du socialisme, crurent trouver dans le petit-fils du Périer qui, sous Louis-Philippe, massacra le parti républicain, le président à poigne qui déporterait les militants socialistes, ils acceptèrent la lutte et Casimir Périer vida la présidence déconsidéré et honni.

Les majoritaires essayèrent d'interdire la tribune aux députés socialistes, en étouffant leurs voix sous des cris d'animaux et des claquements de pupitre ; à la première tentative, le groupe socialiste leur signifia qu'il ne

tolérerait pas cette mauvaise plaisanterie ; les socialistes huèrent si bien un ministre qu'ils le forcèrent à déguerpir de la tribune. « *Chaque fois que vous empêcherez un socialiste de parler, nous rendrons la pareille au premier ministre qui prendra la parole* », déclara Rouanet. La leçon porta.

Les socialistes reprenaient en France la tactique qui avait si bien réussi en Angleterre aux députés irlandais, conduits par l'incomparable Parnell. On ne pouvait gouverner sans le consentement du groupe socialiste.

Le groupe socialiste, lors du ministère Bourgeois, donna la mesure de sa puissance et de son imprévoyance : sans exiger aucune garantie, il mit à sa disposition toute son influence dans la Chambre et dans le pays ; il fit voter au pas de course et sans discussion le budget qui, depuis, n'est bouclé qu'après plusieurs douzièmes provisoires, et il fabriqua à Bourgeois une popularité comme aucun ministre n'en avait connu depuis longtemps.

Le groupe socialiste a démontré, pendant la législature de 1893, qu'il n'avait pas besoin d'avoir un de ses membres dans le ministère pour diriger la politique du gouvernement. Les antisémites et les nationalistes, que mènent les jésuites, viennent de répéter l'expérience, sans qu'aucun d'eux ne fut ministre, ils ont fait marcher au doigt et à l'œil les ministères.

Il en est toujours ainsi dans le régime parlementaire ; quand l'opposition est habile et vigoureuse, le gouvernement ne peut se maintenir qu'en faisant des concessions.

Les camarades qui ont salué avec enthousiasme l'entrée de Millerand dans le ministère Waldeck-Rousseau n'ont pas compris que cette entrée, dont je suis le premier à déclarer qu'elle est la reconnaissance officielle de la force du socialisme, n'est en définitive qu'une concession platonique pour endormir l'ardeur combative du Parti socialiste, pour paralyser dans la Chambre et le pays ses attaques contre le ministère et pour lui faire endosser ses fautes et son impuissance réformiste.

Il n'a pas fallu attendre longtemps pour voir se produire cette action paralysante : quelques jours après la formation du ministère, la Chambre discutait les primes à accorder à l'industrie du schiste ; Vaillant propose qu'on n'alloue les subventions qu'aux patrons qui traitent convenablement leurs ouvriers. Millerand déclare qu'il faut d'abord voter l'argent pour les employeurs, et que plus tard on songera au sort des employés. Le devoir des socialistes était tracé : quelques députés socialistes indépendants, n'osant pas repousser la proposition Vaillant, s'abstinrent.

Le ministre socialiste sera forcé d'endosser les fautes commises par le cabinet auquel il appartiendra, car les mesures les plus importantes sont discutées en conseil des ministres et les résolutions qui y sont prises engagent la responsabilité de tous les ministres.

Tous les radicaux entrés dans les ministères de concentration républicaine étaient, par exemple, responsables du maintien d'un ambassadeur auprès du Pape et du budget des cultes, dont ils ne cessaient, depuis des années, de réclamer la suppression dans leurs programmes électoraux. On les accusait de trahison, tandis qu'ils ne faisaient qu'obéir aux nécessités de la fausse situation où ils s'étaient placés. Il en sera de même pour Millerand : *L'Aurore* du 9 août nous apprend que le ministère Waldeck-Rousseau continue, par l'entremise du libre-penseur Lanessan, les scandaleuses faveurs que les ministères précédents distribuaient au clergé qui vient de mettre la République en péril.

*L'Aurore*, qui avait applaudi à l'entrée de Millerand et de Haudin dans le ministère Waldeck-Rousseau, les dénonce dans son numéro du 14 septembre : « Leur mobile en même temps que leur excuse, pour entrer dans le ministère, étaient qu'ils y seraient les garants d'une politique sincèrement républicaine. Ils étaient, ajoutait-on, le contrepoids nécessaire du modérantisme excessif de quelques-uns et du sabre rouge du général Galliffet. » Ce ministère, qui renferme dans son sein deux socialistes, tolère que son représentant à Rennes, le général Chamoin, glisse dans le dossier secret une pièce fautive de du Paty de Clam, et il arrête au Havre les rédacteurs du *Progrès socialiste* et le secrétaire de la Bourse du Travail, après une manifestation pour la justice et le droit. « *Que pensent de cela les citoyens Millerand et Baudin ? Il ne se peut qu'ils l'ignorent. Ils l'approuvent donc ? Quelle explication donner de leur acquiescement à de tels actes ? Est-ce faiblesse ? Est-ce connivence ?* »

Ceux-là mêmes qui accueilleront avec joie les réformes du ministre socialiste seront les premiers à lui reprocher de prendre, d'accord avec ses collègues, des mesures en complète contradiction avec le programme socialiste. Le ministre socialiste est un homme perdu pour le socialisme, quoi qu'il fasse.

Le mémorable Congrès de Marseille de 1879, qui décida pour la première fois en France l'organisation du prolétariat, en parti de classe, déclara qu'il devait prendre part aux luttes politiques.

L'année d'après, les socialistes présentèrent à Paris des candidats municipaux contre toutes les fractions du parti républicain ; ils furent battus, vu le petit nombre d'adhérents que comptait le socialisme dans la population parisienne. Aux élections législatives suivantes, les socialistes de Roubaix entrèrent dans la lutte électorale avec Guesde pour candidat ; il ne recueillit que quatre cents et quelques voix. A cette époque, on ne récoltait que des défaites honteuses ; on y allait bravement tout de même, parce qu'on considérait que la période électorale était excellente pour la propagande.

Si dès le lendemain de sa fondation au Congrès de Marseille, le Parti socialiste s'est jeté dans la lutte électorale pour commencer légalement l'expropriation politique de la classe capitaliste par les travailleurs organisés, il n'a jamais pensé qu'un de ses élus pouvait entrer dans un ministère. Une telle position ne pouvant être emportée par

l'action des travailleurs, un socialiste ne peut l'occuper que par la tolérance de la majorité parlementaire, dévouée à la classe capitaliste. Depuis 1879 le Parti socialiste n'a pas changé d'opinion.

Millerand, en opposition à la décision prise par le groupe socialiste de la Chambre qui interdisait à un élu socialiste de briguer n'importe quelle place gouvernementale, entre dans le ministère Waldeck-Rousseau, et les indépendants veulent que cet acte individuel en contradiction avec toute la tactique du parti, devienne le point de départ d'une nouvelle méthode d'action; ils demandent qu'on abandonne la tactique consacrée par les Congrès et la pratique, qui en moins de vingt ans, a fait de la poignée de socialistes de 1879 un parti puissant à qui les républicains bourgeois doivent faire appel pour sauver la République compromise par leurs avortements politiques et leur impuissance réformiste.

Les indépendants qui demandent que l'on change la tactique prétendent que l'entrée d'un socialiste dans un gouvernement bourgeois n'est que le couronnement de la tactique suivie par le parti pour pénétrer dans la Chambre et les autres corps élus. Il est logique qu'un radical bourgeois, accommodé à la sauce de Saint-Mandé, parle de la sorte ; mais un socialiste ne peut tenir un tel langage, car il ne saurait y avoir aucune assimilation entre l'expropriation légale de la classe capitaliste d'une position électorale et l'entente et la « pactisation » qu'implique la formation d'un ministère.

Une élection est une lutte pacifique et légale ; le socialiste, avec le soutien de ses coreligionnaires, conquiert contre les candidats bourgeois et le gouvernement sa place à la Chambre ou au Conseil municipal ; il y entre avec tout son programme pour continuer sur un autre terrain la lutte contre la classe capitaliste.

Un ministère se constitue après entente entre ses membres, qui se font des concessions mutuelles et s'engagent à se soutenir dans les limites d'un plan convenu : un socialiste ne peut entrer dans un ministère qu'en laissant à la porte son socialisme, n'y introduisant en contrebande que les réformes les plus inoffensives à l'ordre capitaliste ; et par contre il s'engage moralement, sinon positivement, à défendre les mesures les plus nécessaires au maintien de l'exploitation capitaliste.

Les indépendants qui, intentionnellement ou inconsciemment, confondent les choses les plus dissemblables, disent que comme dans les élections il y a souvent entente entre le candidat socialiste et les partis bourgeois, il y a intérêt que cette entente continue dans un ministère. Une entente électorale est un traité fait pour obtenir un résultat déterminé ; l'élection faite, la trêve est rompue et la lutte recommence.

Aux élections de 1893, il y eut, au second tour, entente entre mon comité socialiste de Lille et le comité radical de Tourcoing, qui soutenait M. Dron : ce dernier s'engageait à faire voter les radicaux de Lille pour le candidat socialiste, à condition que le Parti ouvrier de Tourcoing reportât ses voix sur le candidat radical. Le pacte fut conclu : les socialistes furent roulés ; ils firent élire M. Dron, et les radicaux de Lille s'abstinrent ou votèrent pour le candidat clérical. Le lendemain des élections, M. Dron continua à desservir les ouvriers et je repris ma propagande contre le capital que, d'ailleurs, je n'avais pas suspendue.

Où donc est la compromission, qui nécessairement existe dans la formation de tout cabinet ministériel ? Le socialiste élu avec l'appoint des voix bourgeoises ne s'est pas engagé à servir les intérêts capitalistes ; le socialiste ministre concourt pour sa part, petite ou grande, directe ou indirecte, à la bonne exécution des mesures que prend le Conseil des ministres, non pour développer le socialisme, mais pour avancer les affaires du Capital.

Le parti socialiste en autorisant son groupe à la Chambre à fournir des ministres lui inoculera la gangrène parlementaire. Les partis politiques du Palais-Bourbon sont divisés en une infinité de groupes et de sous-groupes, menés par un ou plusieurs chefs ministrables : dès qu'une crise ministérielle est ouverte, les groupes s'agitent et les couloirs du Palais-Bourbon bourdonnent d'intrigues et de marchandages. Chaque groupe, selon son importance réclame un ou plusieurs portefeuilles ; car dès que son meneur est casé, il récompense par mille faveurs les fidèles qui l'ont si bien servi.

Le groupe socialiste de la Chambre s'est tenu jusqu'ici en dehors de ces sales et obscures intrigues ; mais des qu'il fournira des ministrables, il sera forcément entraîné à prendre part aux tripotages des marchandages parlementaires.

Je n'ai pas l'habitude de la faire à la vertu, comme les bonshommes de la Justice éternelle, car je sais que la corruption est un des plus puissants agents du progrès social ; mais un parti de lutte de classe doit mettre autant que possible ses chefs à l'abri de la corruption des adversaires.

Dès l'instant que le parti socialiste cesse d'être un parti d'opposition irréductible, il déserte le terrain de la lutte de classe pour devenir un parti parlementaire : son rôle révolutionnaire est fini.

**(Texte extrait du site Marxists Internet Archives)**